AHMED ASSID "SEULE *TAMAGHRABIT* NOUS UNIT"

AZEDDINE LARAKI UNE VIE AU SERVICE DE L'ARABISATION

TELQUEL

■ N°410. Du 6 au 12 février 2010. 15 DH. 3 €

LE MAROC TEL QU'IL EST

ENQUÊTE

La folle histoire du journal

SON ASCENSION

SA CHUTE

SES SECRETS

+ EDITORIAL
L'adieu à un confrère

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : AHMED R. BENCHEMSI

AHMED R. BENCHEMSI

Requiem pour *Le Journal*

Le Journal Hebdomadaire n'est plus. Sa riche et longue histoire (12 ans !) s'est achevée soudainement, brutalement. Mercredi 27 janvier 2010 vers 18h30, des huissiers se sont présentés, avis judiciaire à la main, pour mettre les locaux de la publication sous scellés et saisir tous ses biens, lui interdisant de facto de reparaître. *Le Journal* est ainsi puni pour non-paiement d'une partie de ses dettes à la sécurité sociale. Mais d'ores et déjà, la procédure semble fourmiller de vices de forme : saisie des biens d'une société (Tri-Média) alors que c'était une autre qui était visée (Media Trust), jugement de première instance, donc non exécutoire sans appel, mais exécuté quand même… 5 ans après les faits (!), etc.

Il est vrai que, vices de forme ou pas, les fondateurs du *Journal* ne nient pas traîner de lourdes dettes, depuis des années, envers le fisc et la CNSS. Ils les relativisent, cependant, par le fait que le sévère boycott publicitaire dont ils sont la cible depuis 10 ans les a privés de ressources. Si le boycott est avéré, l'explication est-elle suffisante ? Ce n'est pas à nous de le dire. Mais d'un autre côté, depuis quand l'Etat fait-il fermer des entreprises pour des arriérés dus par d'autres entreprises ? Pourquoi Tri-Média a-t-elle été liquidée alors qu'elle était, de l'aveu même de la CNSS, en cours de règlement de son passif ? Faisant fi de tous ces points de droit, l'avocat des plaignants a déclaré que *Le Journal "peut encore reparaître, s'il paye toutes ses dettes"*. Curieuse méthode ! L'intérêt de l'Etat est de recouvrer ses créances impayées en maintenant en vie les contribuables en difficulté. Pas d'abattre ces derniers, avant de leur souhaiter hypocritement de ressusciter…

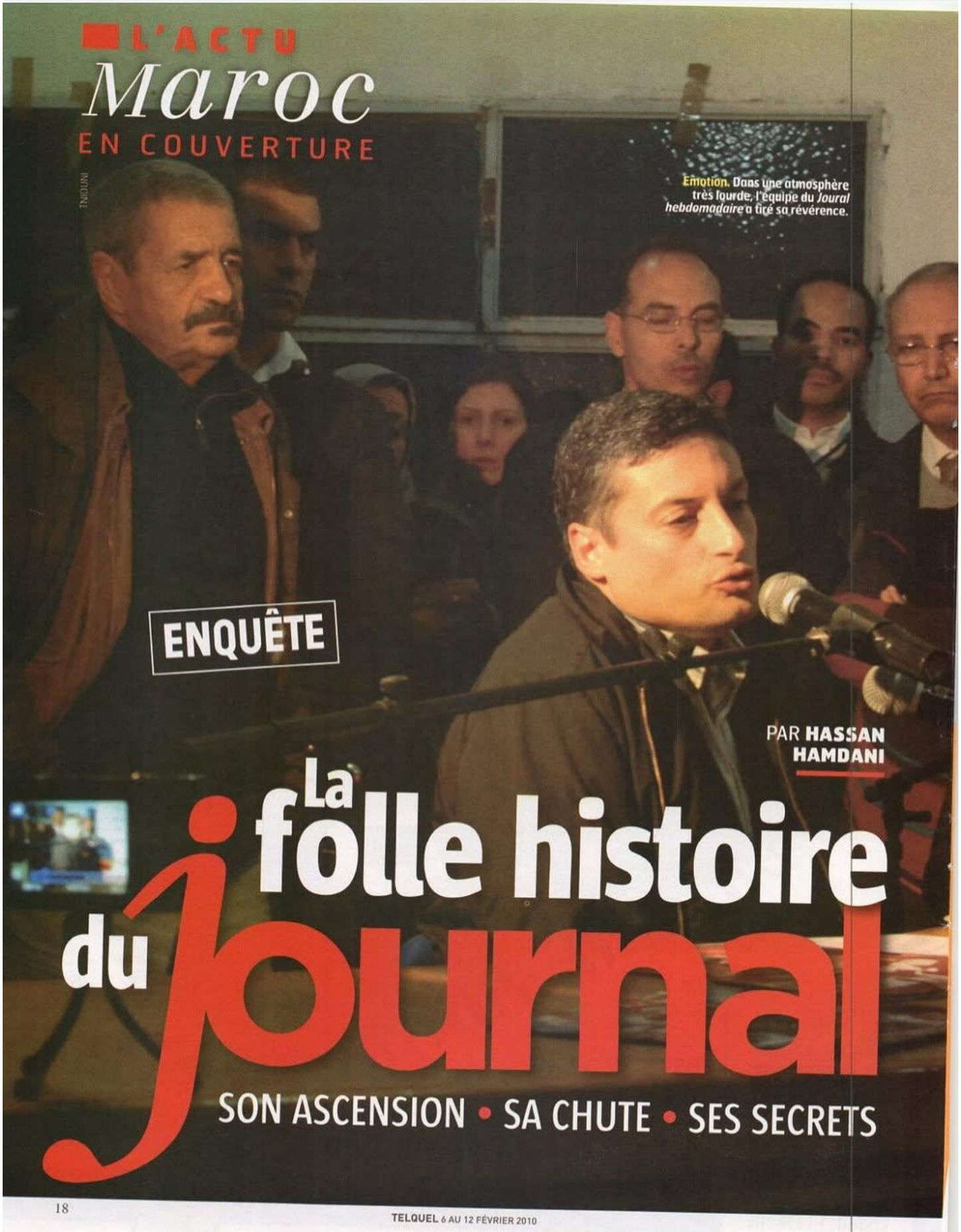
Tout cela pour dire ce qui suit : il ne fait pas de doute que ce qui a précipité la fin du *Journal*, c'est sa ligne éditoriale - et plus particulièrement les éditos de son fondateur Aboubakr Jamaï, revenu depuis peu au pays, et qui ne s'est jamais départi de sa farouche opposition au glissement autocratique et/ou oligarchique que le Maroc est en train de vivre. Quel qu'en soit l'habillage, la fermeture du *Journal* est avant tout une décision politique. Cela crève les yeux, et c'est une confirmation de plus – s'il en fallait - que les analyses de A. Jamaï étaient justes.

C'EST AVEC TRISTESSE ET ÉMOTION QUE NOUS VOYONS DISPARAÎTRE NOTRE CONFRÈRE. A TRAVERS LUI, C'EST UNE PART DE NOUS TOUS QUI S'EN VA.

Le Journal et *TelQuel* ont longtemps été concurrents. Leurs lignes éditoriales étaient différentes, quoique complémentaires. La transition démocratique "à la marocaine" ? *Le Journal* n'y a quasiment jamais cru, et l'a toujours affirmé avec force – c'était sa liberté et son honneur. A *TelQuel*, nous jugions inutilement "extrême" la forme employée par notre confrère. Mais notre désaccord éditorial ne portait, justement, que sur la forme. Sur le fond, nous nous sommes rejoints, surtout ces derniers temps, sur ce constat de base : notre pays vit une dangereuse régression.

La liberté d'expression au Maroc ? Elle a existé en 1999, à l'avènement de Mohammed VI - moins parce que le monarque l'a accordée aux journalistes que parce que ces derniers l'ont arrachée eux-mêmes, dans un climat politique caractérisé par une certaine ouverture. Mais le pouvoir central évoluant et gagnant en "assurance", cette ouverture s'est rétrécie d'année en année. Aujourd'hui, elle ne tient plus qu'à un fil, de plus en plus ténu. La mise à mort du *Journal* est la dernière illustration en date d'une dégradation générale qui, à terme, nous menace tous.

Il faut rendre un hommage sincère et appuyé au *Journal*. Cet hebdomadaire courageux et indépendant a incontestablement joué le rôle de pionnier de la liberté d'expression, au Maroc de la dite *"nouvelle ère"*. Déjà, dans les dernières années de Hassan II, il faisait reculer les lignes rouges, élargissant l'espace du dicible au-delà de l'imaginable. A son unisson, une poignée de titres ont continué, durant les années 2000, à défricher le terrain des libertés. A leurs risques puis, de plus en plus, à leurs périls. C'est avec tristesse et émotion que nous voyons aujourd'hui disparaître *Le Journal*. A travers lui, c'est une part de nous tous qui s'en va. ■



Emotion. Dans une atmosphère très lourde, l'équipe du *Journal hebdomadaire* a tiré sa révérence.

ENQUÊTE

PAR **HASSAN HAMDANI**

La folle histoire du Journal

SON ASCENSION • SA CHUTE • SES SECRETS

La dernière conférence de presse du *Journal hebdomadaire*, tenue mercredi 3 février, a des airs de veillée funèbre. La salle est bondée, il fait pourtant froid. Et la lumière, capricieuse, plonge de temps à autre la salle dans une pénombre macabre, assortie d'un silence lourd et pesant. Aboubakr Jamaï raconte, la voix tremblotante, l'histoire du journal qu'il a créé en 1997. Sa vie, et sa mort survenue le 27 janvier. Ce-jour là, cinq huissiers mettent sous scellés les locaux de la publication et saisissent tous ses biens. Selon divers recoupements, *Le Journal* traîne une ardoise d'environ 15 millions de dirhams auprès du fisc et de la sécurité sociale. L'Etat réclame son dû, particulièrement 4,5 MDH au titre de créances à la CNSS datant de la période 1997-2003. Jamaï ne conteste pas les impayés accumulés par *Le Journal*, mais s'étonne des vices de forme et de la célérité de la justice. Le jugement de première instance a été exécuté à une vitesse record avant même un recours en appel. Il n'en demeure pas moins que le titre-symbole de la décennie 2000 est bel et bien mort et enterré. Voici son histoire.

Enfant de l'Alternance

"Créer un journal est un acte de foi". Cette phrase ouvre l'éditorial d'Aboubakr Jamaï dans le premier numéro du *Journal* paru en novembre 1997. Il ne croit pas si bien dire. Récemment converti au journalisme, sa seule expérience en matière de presse se limite à une chronique financière dans *La Vie économique*, dont il *"accouche dans la douleur"*, confie-t-il. Matrice du futur *Le Journal*, l'hebdomadaire de Jean-Louis Servan Schreiber est la publication où fourbit aussi ses premières armes Ali Amar. Les deux hommes se sont connus à Wafabank, où Jamaï faisait un stage dans le département dirigé par Amar. Ils ont dans l'idée de créer un journal. Le projet suscite l'intérêt de bon nombre de grands patrons déjà bien installés à l'époque : Mustapha Terrab, Fayçal Laraïchi, Saâd Bendidi, entre autres.

Au final, le tour de table de Media Trust, société éditrice du *Journal*, se limitera à trois actionnaires : Amar, Jamaï et son copain de lycée Hassan Mansouri, futur patron de Primarios. *"A l'époque, personne ne donnait cher de leur peau dans le milieu de la presse. Aucun n'avait la crédibilité ni l'expérience nécessaires. Ils étaient trois parfaits inconnus"*, témoigne un journaliste embarqué dans l'aventure dès la première heure. *"On était des bleus"*, surenchérit Aboubakr Jamaï qui, le jour de la sortie en kiosque du bébé, a un sentiment mitigé : *"Nous étions heureux de l'avoir fait. Mais on savait qu'il allait falloir réussir le même challenge chaque semaine"*.

Dès les premiers numéros, la répartition des rôles entre le trio dirigeant se fait selon les compétences et le caractère de chacun. Editorialiste plus que journaliste, *"Jamaï était effacé et n'assistait presque jamais au bouclage"*, se souvient un membre du *Journal* première mouture. Ali Amar, co-rédacteur en chef, endosse quant à lui le rôle de *"catalyseur de la rédaction"*, poursuit ce journaliste. Pour le directeur général, Hassan Mansouri, la presse était *"un business, il y a mis des billes et veut les faire fructifier"*, conclut notre témoin. Mansouri surveille son capital de près, assiste au bouclage, va chercher les sandwichs et les boissons, se rend au petit matin à l'imprimerie pour le suivi.

L'économie avant tout

La première couv' de l'hebdomadaire porte sur le résultat des élections législatives de 1997 qui vont porter Abderrahman Youssoufi à la primature. Une simple coïncidence due à la date choisie pour le lancement. L'Alternance est sur les rails, mais la politique n'est pas encore le fonds de commerce du *Journal*, qui choisit de se consacrer en priorité à l'économie.

Convaincue que le Maroc des cols blancs est l'avenir du pays, la publication se positionne comme une alternative à *La Vie éco* et *L'Economiste*. L'équipe du *Journal* innove en commandant des sondages d'opinion et en adoptant un ton agréable. Elle décroche aussi des scoops sur la Bourse et les télécoms, les secteurs-phares du milieu des années 1990, grâce au réseau bâti par Jamaï et Amar du temps où ils étaient banquiers. *"Les futurs grands noms de la finance comme Mustapha Bakkoury, Anas Alami ou Hassan Bouhemou venaient prendre le café dans les locaux du* Journal", raconte un membre de la rédaction. Déjà à des postes de responsabilités, ils sont aussi un soutien financier en achetant des pages de publicité. *"L'un de nos premiers annonceurs a été la société Marfin, une filiale de la BMCE, dirigée à l'époque par Hassan Bouhemou* (actuel bras droit de Mounir Majidi, ndlr). *Nous réalisions régulièrement des suppléments financiers pour attirer la publicité"*, confie Aboubakr Jamaï.

Quelques mois à peine après le lancement, un différend entre actionnaires survient. Hassan Mansouri s'oppose au recrutement de Jamal Berraoui, l'oncle maternel de Jamaï et ancien rédacteur en chef de *La Vie économique*. Pour Mansouri, cette plume politique n'est pas en adéquation avec la ligne éditoriale économique. Mais Aboubakr Jamaï n'en démord pas. *"Berraoui était mon idole, j'admirais son intelligence et sa culture"*, confie-t-il. Il compte sur son oncle pour le décharger d'un fardeau lourd à porter, et surtout pour se rassurer. C'est que, à l'époque, Jamaï manque de confiance en soi et doute de ses capacités d'éditorialiste : *"Je me réveillais en pleine nuit en me posant des questions. Mais tu fais quoi ? Tu te prends pour qui ? Je craignais d'être une escroquerie intellectuelle"*, confie Jamaï. Le directeur de publication finit par avoir gain de cause. Berraoui intégrera la rédaction du *Journal* tandis que Hassan Mansouri décide de revendre ses parts. En quête d'un nouvel actionnaire sûr, Jamaï a un *"réflexe tribal"*, selon son expression. Il contacte un cousin qui lui présente Fadel Iraki,

LA PREMIÈRE COUV' DU JOURNAL PORTE SUR LE RÉSULTAT DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DE 1997, QUI VONT PORTER ABDERRAHMAN YOUSSOUFI À LA PRIMATURE.

Audace. En 1998, *Le Journal* demande, en Une, le départ de Driss Basri.

le Journal

POUR SAUVER L'EXPÉRIENCE DE L'ALTERNANCE, DRISS BASRI DOIT PARTIR

AFP

Records. En 1999, *Le Journal* vend jusqu'à 30 000 exemplaires par semaine, du jamais vu jusque-là.

HASSAN II APPRÉCIE *LE JOURNAL* COMME INTERFACE MÉDIATIQUE À L'INTERNATIONAL, TÉMOIGNANT DU VENT DÉMOCRATIQUE QUI SOUFFLE SUR LE MAROC.

Soutien. Moulay Hicham proposera à plusieurs reprises de renflouer les caisses du *Journal*. En vain.

assureur et marchand d'art. Fidèle à un trait de son caractère, Iraki dégaine son chèque sans sourciller et rachète les parts de Mansouri. *"Il lui a même accordé une plus-value de 30% par rapport à son investissement initial de 500 000 dirhams"*, raconte Jamaï. *Le Journal* se remet vite de cette première crise, mais pas l'amitié entre Jamaï et Mansouri qui, aujourd'hui, se taillent des croupières par presse interposée.

Basri ou le virage politique

En cet été 1998, le nouveau tour de table est verrouillé, la rédaction est prise en main par le duo Berraoui et Amar. Aboubakr Jamaï, de son côté, peut s'envoler tranquille pour Oxford où il décroche une bourse pour un master. Toujours en quête de plus de bagages, il *"replonge dans ses premières amours, la finance"*, confie-t-il. Et aiguise ses idées, à l'université londonienne, au contact de l'intellectuel palestinien Edward Saïd. Durant l'absence du directeur de publication, Jamal Berraoui fait prendre un virage politique au *Journal*. La conjoncture est propice, Abderrahman Youssoufi est au gouvernement, l'Alternance bat son plein et trouve dans *Le Journal* son plus grand défenseur.

Le 28 septembre, l'hebdomadaire sort sa première Une choc, qui marque d'entrée les esprits : *"Pour sauver l'expérience de l'Alternance, Driss Basri DOIT PARTIR". "C'est à ce moment que nous avons une révélation. On se découvre, nous sentons qu'il est possible de faire entendre notre voix"*, analyse Jamaï.

"*Enfants de l'Alternance*", comme ils se définissent désormais, les mentors du *Journal* décident de défricher un terrain encore vierge, celui des droits de l'homme, en appelant notamment au retour d'exil d'Abraham Serfaty. L'audace du *Journal* se confirme de semaine en semaine. En mars 1999, il publie une interview de Malika Oufkir qui vient d'écrire *La prisonnière*, livre où elle témoigne de ses années d'enfermement sous Hassan II. *"C'était une vraie première. On pouvait parler sans crainte de la Constitution, d'Abraham Serfaty et des années de plomb. Mais dans le cas de Malika Oufkir, on s'attaquait au jardin secret de Hassan II. C'était la dernière ligne rouge"*, raconte Jamaï. *Le Journal* la franchit allégrement sans subir, à son grand étonnement, les foudres de Hassan II. Explication de Jamaï : *"Avec cette Une, nous optimisions l'équation de l'ouverture posée par le roi"*. La preuve, suite au coup du *Journal*, *L'Humanité*, quotidien français peu amène avec Hassan II en temps ordinaire, titre "Le Printemps marocain", au grand bonheur, paraît-il, du roi défunt.

Hassan II apprécie *Le Journal* comme interface médiatique à l'international, témoignant du vent démocratique qui souffle sur le Maroc. Il le fait savoir à Fadel Iraki, via Fouad Ali El Himma, proposant même aux dirigeants du *Journal* un chèque de 50 millions de dirhams pour monter une imprimerie. Les anciens camarades de classe du prince héritier sont tout aussi fans du nouvel hebdo : Hassan Aourid, futur porte-parole du Palais, y tient une tribune, tandis qu'El Himma, secrétaire particulier de Sidi Mohammed, agit comme émissaire auprès des dirigeants du *Journal* quand Hassan II ou son fils veulent leur transmettre un message.

Au bonheur des années fastes

En résumé, tout baigne. *Le Journal* est devenu influent, Aboubakr Jamaï, qui a pris de la bouteille, a l'oreille des puissants, et la ligne éditoriale convainc un lectorat de plus en plus nombreux. De semaine en semaine, les ventes explosent et atteignent des pics de 30 000 exemplaires en 1999. Et les vannes publicitaires inondent *Le Journal* : *"Nous étions reçus personnellement par les dirigeants des grandes boîtes. On sentait un respect chez eux. Alors que nous engrangions 150 000 dirhams de publicité par mois au début, nous sommes passés à 450 000 dirhams en 1999 et 2000. Rien qu'avec un supplément sur Agadir, nous avons atteint le montant record de 1 million de dirhams. J'avais l'impression d'avoir décroché la lune"*, témoigne un ancien commercial du *Journal* qui, durant cette période d'euphorie, gagnait facilement entre 40 et 50 000 dirhams en commissions publicitaires.

Le cash coule à flot au point que l'hebdomadaire n'hésite pas à imprimer en France quand il a des problèmes avec son imprimeur marocain. Le résultat ferait pâlir d'envie n'importe quel patron de presse : un journal au format et avec la même qualité d'impression que *Le Courrier International*. Le prix à payer lui arracherait par contre des cris d'effroi : 7 à 8 millions de dirhams par an de frais de transport depuis la France. *"Chaque semaine, un membre de l'équipe prenait l'avion pour Paris afin de porter les films à l'imprimeur. C'était un week-end de luxe aux frais de la princesse*, raconte un ancien du Journal. *Les voyages à Paris étaient devenus tellement banals qu'ils étaient considérés parfois comme une corvée"*.

L'hebdomadaire ne regarde plus à la dépense. Il troque le modeste appartement, où il a incubé,

AIC PRESS

AIC PRESS

AIC PRESS

LES TROIS MOUSQUETAIRES

ALI AMAR
La cheville ouvrière

L'idée de créer un hebdomadaire économique germe lors de réunions dans son F2 de Hay Riad à Rabat. Au lancement du *Journal*, il se voit attribuer gratuitement 8% des actions de Media Trust, la société éditrice. Sa participation est multipliée par 2 quand Fadel Iraki rachète les parts de Hassan Mansouri et augmente le capital. Minoritaire dans le tour de table, **Ali Amar est toujours resté en retrait, écrasé par Aboubakr Jamaï qui attire les projecteurs sur lui.** C'est pourtant lui qui fabriquait *Le Journal* au quotidien, n'hésitant pas à descendre sur le terrain pour enquêter ou enchaîner les nuits blanches de bouclage. *"C'est un journaliste talentueux. D'une intelligence redoutable, il peut se révéler très manipulateur"*, raconte un ancien de la rédaction. Licencié par Fadel Iraki en août 2008, Ali Amar rebondit l'année suivante en publiant un brûlot sur les 10 ans de règne de M6 : *Mohammed VI, le grand malentendu* (Ed. Calman-Lévy). L'ouvrage, qui parle abondamment du Journal, est très mal accueilli par ses anciens amis et associés qui lui reprochent de déformer la vérité. Après une éclipse de courte durée, Ali Amar est revenu dans la presse. Il signe sous pseudonyme dans l'hebdomadaire *Le Temps*. Mercredi 3 février, alors que Jamaï faisait d'émouvants adieux dans une dernière conférence de presse, l'absence de Amar a été remarquée. ■

ABOUBAKR JAMAÏ
La tête pensante

"Dans les réunions de rédaction, on le surnommait 'M. Il faut...' Il lançait des idées irréalisables avant de saisir son tapis de prière et courir rattraper la Joumouaâ à la mosquée la plus proche", se rappelle un ex-rédacteur en chef de "l'hebdo de Jamaï". Petits-fils de nationaliste et fils du journaliste Khalid Jamaï, l'éditorialiste du *Journal* a démarré dans la finance. **Cofondateur de la société de Bourse Upline Securities, il bifurque vers la presse pour *"changer d'air"***, confie-t-il. Orateur charismatique, il a très mal vécu son bannissement de la télévision marocaine, une fois l'hebdomadaire devenu honni. Coqueluche des médias étrangers, il y fustige les dérapages du régime dans de prestigieux journaux ou sur les plateaux télé. Directeur de publication, il s'est très peu impliqué dans les finances du magazine, même quand la gestion y est devenue hasardeuse. Editorialiste avant tout, il laissait à Ali Amar le soin de gérer la rédaction. Parti étudier à Oxford en 1998, puis à Yale en 2004, il a ponctué sa carrière au *Journal* par de longues absences. ■

FADEL IRAKI
Le financier mécène

Collectionneur d'objets d'art, courtier en assurances, boursicoteur à gros portefeuille, ce fils d'un magistrat très respecté a toujours considéré *Le Journal* comme un coup de cœur. En investissant dans l'hebdomadaire, **Fadel a pu approcher de hauts dirigeants et des membres de la famille royale avec lesquels des affinités se sont développées. Mais son étiquette "Le Journal" lui a aussi valu des misères.** En 2004, son entreprise d'assurances subit un contrôle fiscal. En 2005, il est incarcéré plusieurs heures suite au scandale de la vaisselle royale volée dans les palais de Mohammed VI. Après que son domicile a été perquisitionné et qu'il a été entendu par la police, Iraki est relâché. 128 verres de cristal et 2 carafes issus de la collection recherchée sont saisis chez lui. *"Je ne pouvais soupçonner ces objets d'être volés vu qu'il en circulait des milliers"*, explique à l'époque Fadel Iraki. Sans lui, *Le Journal* n'aurait pas survécu aussi longtemps. Il y injectera à plusieurs reprises du cash pour parer au plus pressé. Fadel Iraki a tenté plusieurs fois de vendre le magazine, mais le lourd passif financier de l'hebdomadaire a toujours empêché la conclusion des transactions. Comme il le dit lui-même, *Le Journal* est son *"plus beau mauvais coup financier"*. ■

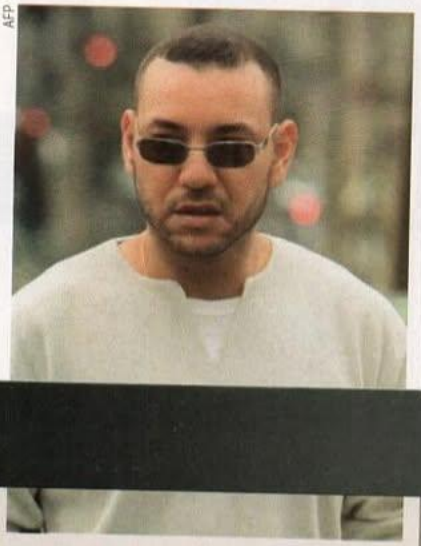
pour prendre ses aises dans un plateau de 400 m² qu'il réaménage de fond en comble. Ordinateurs flambant neufs, matériel d'impression dernier cri, voitures de direction, ça flambe à tout va. Et quand il s'agit d'évènementiel, le management débourse aussi sans compter : "Le Journal *a organisé un séminaire en France où il a invité une dizaine de businessmen. Un avion privé a été loué pour l'occasion. Un dirigeant de la publication a même songé un moment à le repeindre aux couleurs de l'hebdomadaire*", se souvient un ancien de la maison. *Le Journal* est "the place to be" pour un journaliste. Les plumes prometteuses et confirmées sont débauchées à des salaires mirobolants pour l'époque. Elles ont la reconnaissance salariale mais aussi, donnée essentielle, enfin, un espace d'expression libre où elles peuvent se lâcher après des années de frustration et d'autocensure.

L'hebdo enchaîne les enquêtes qui dérangent. Il va fouiner dans les transactions immobilières de Mohamed Benaïssa, alors ministre des Affaires étrangères, dénonce les opérations boursières douteuses de l'ONA (l'affaire Diwan). Tout passe comme une lettre à la poste, sans retour de manivelle de l'Etat. Tout, quasiment tout, sauf quand *Le Journal* aborde la "cause sacrée" du Sahara en avril 2000.

Pas touche au Sahara

Plan serré sur Mohamed Abdelaziz, le chef du Polisario. Un titre choc : *"Sahara, quelle alternative à un référendum dépassé ?"*. Voilà résumée la couv' du *Journal* du 14 avril 2000, qu'aucun lecteur ne verra jamais. Les

AFP



TNIOUNI

TNIOUNI

LES PUISSANTS

MOHAMMED VI
"Le prince vous félicite"

Le prince héritier a longtemps apprécié le ton nouveau du *Journal*, en harmonie avec la partition d'une nouvelle ère prête à s'ouvrir. Le futur Mohammed VI caresse même un temps l'idée d'accorder une interview à l'hebdomadaire. *Le Journal* rate le scoop en annonçant que l'initiative vient du Palais et non pas d'eux. Une erreur de protocole vite oubliée. Durant l'été 1999, **le futur Mohammed VI aurait contacté les gens du *Journal*, via Fouad Ali El Himma, pour qu'ils jouent les médiateurs avec Jean-Pierre Tuquoi.** Le journaliste du *Monde* vient alors de publier un article révélant qu'un certain Hicham Mandari fait chanter Hassan II, mourant à l'époque. Le prince héritier veut *"aider son père dans ces moments difficiles"*, raconte Amar. Il demande au trio du *Journal* de *"convaincre Jean-Pierre Tuquoi que ses révélations sont émaillées de contre-vérités"*, poursuit Amar. Curieux de voir de quoi il en retourne, les dirigeants de l'hebdomadaire acceptent de monter à Paris pour en discuter avec le journaliste du *Monde*. Reconnaissant, le prince héritier les aurait félicités au téléphone. ■

FOUAD ALI EL HIMMA
Le messager de Leurs Majestés

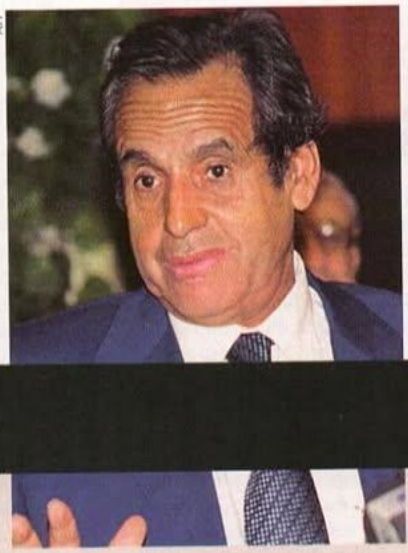
Le futur patron du PAM a été longtemps l'ambassadeur du Palais auprès de l'hebdomadaire, aussi bien pour le compte du prince héritier que pour Hassan II. Dans son livre *Le grand malentendu*, Ali Amar raconte qu'**El Himma a appelé un jour Fadel Iraki, actionnaire principal du *Journal*, pour lui transmettre les compliments de Hassan II :** le roi trouvait *le Journal* "formidable". Et, jugeant regrettable qu'il soit obligé d'imprimer en France, il propose de leur signer un chèque de 50 millions de dirhams pour qu'ils s'offrent une imprimerie. Les dirigeants du *Journal* refusent le cadeau royal. Avant que leurs rapports ne tournent au vinaigre, El Himma recevait souvent les fondateurs du *Journal* à son domicile rbati. La dernière rencontre remonte à l'automne 2000, au cours d'un dîner à Rabat, chez une journaliste proche de celui qui était devenu alors ministre délégué à l'Intérieur. ■

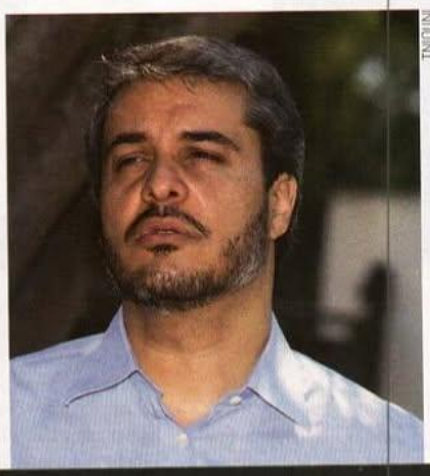
ANDRÉ AZOULAY
Le relais parisien

En juin 1999, le conseiller royal de Hassan II reçoit les fondateurs du *Journal* à son domicile parisien pour les briefer sur une affaire qui inquiète en haut lieu : le cas Hicham Mandari. *"Nous lui remettons le pli cacheté, frappé des armoiries de l'altesse royale, qu'El Himma nous a confié à son attention. Azoulay ouvre l'enveloppe et lit attentivement le petit bristol qu'elle contient avant de s'éclipser et de revenir avec un volumineux dossier"*, raconte Ali Amar dans *Le grand malentendu*. *"Il ne dira presque rien, mais les quelques documents auxquels il nous donne accès nous convainquent qu'il s'agit là d'une affaire d'Etat sans précédent"*, poursuit Amar. **Les rapports policés d'André Azoulay avec *Le Journal* vont se dégrader pour devenir rugueux en 2004.** Cette année-là, l'hebdomadaire est banni de la liste des partenaires du Festival d'Essaouira, dont le conseiller royal est le parrain. ■

35 000 exemplaires de l'hebdomadaire sont saisis sur le tarmac de l'aéroport Mohammed V, à peine débarqués de l'avion, après impression en France. Interviewer le chef du Polisario est une idée d'Aboubakr Jamaï, née suite à un entretien avec un membre du département d'Etat américain. Le diplomate lui annonce tout de go que les Etats-Unis considèrent que la solution au conflit du Sahara passe par une "troisième voie", à savoir l'autonomie. La confrontation armée n'a mené à rien, le référendum n'est plus d'actualité pour les Etats-Unis, l'autonomie est l'unique sésame à ce conflit qui n'a que trop duré. Jamaï sent qu'il tient un "truc". Rentré au Maroc, il compulse les discours de Hassan II, relève plusieurs références à la régionalisation et au fédéralisme, appelle un ami qui lui annonce qu'il a travaillé sur la question au sein du G14 (un think tank créé par Hassan II). Jamaï décide de donner la parole à Abdelaziz, pensant être "couvert" puisqu'il ne faisait que prendre les devants par rapport à une solution en cours de validation en haut lieu. Mal lui en prend. On ne lui pardonnera pas d'avoir été plus vite que la musique. *"Juste après l'interdiction, je reçois un coup de fil d'un ami qui me demande de passer à son domicile. Quelqu'un veut me parler, il ne m'en dit pas plus"*, raconte Jamaï. Cet illustre inconnu n'est autre qu'Edward Gabriel, ambassadeur des Etats-Unis au Maroc. Selon Jamaï, le diplo-

AIC PRESS


AFP


TNOUNI

ET EUX

HASSAN AOURID
Le chroniqueur de la première heure

Longtemps chroniqueur au *Journal*, l'actuel historiographe du royaume entretenait des liens étroits avec la rédaction de l'hebdomadaire où il avait carte blanche. *"L'une de ses chroniques avait d'ailleurs fait sensation car il prenait la défense des prénoms amazighs"*, raconte Ali Amar. Une autre de ses tribunes, moins glorieuse, était **une attaque en règle contre la famille Oufkir qui, selon Aourid, payait d'une certaine manière la traîtrise du général.** Avec le temps, Hassan Aourid, devenu porte-parole du Palais, prendra ses distances avec la publication. La rupture définitive survient en juin 2001 dans le bureau d'André Azoulay, au cabinet royal. Aboubakr Jamaï, qui est là à la demande du conseiller royal, tombe sur un Hassan Aourid au ton nouveau. Fini les rapports amicaux, le porte-parole du Palais, désormais distant, accuse Jamaï *"d'ébranler les institutions du royaume"*. ■

DRISS BASRI
L'ami surprise

"Vous m'avez beaucoup critiqué, pourtant je ne vous ai jamais interdit". Driss Basri l'a répété à satiété aux responsables du *Journal*. A l'époque, il n'était plus le tout-puissant vizir de Hassan II, mais un has-been tombé dans la ligne de mire des nouveaux hommes forts du Pouvoir. Durant cette période, Si Driss se rend souvent dans les locaux du *Journal*, reçoit aussi les journalistes de l'hebdomadaire dans son bureau à Casablanca, dans sa villa de la route de Zaërs ou sa maison à Bouznika. **C'est d'ailleurs dans les colonnes du *Journal* qu'il fait l'une de ses premières sorties médiatiques, en accordant à l'hebdomadaire une longue interview, quelques années après avoir été débarqué.** Durant son exil en France, l'équipe du *Journal* lui rendait souvent visite à son domicile parisien du 16ème arrondissement, espérant à chaque fois lui soutirer des révélations fracassantes sur le roi défunt. Mais "l'ex-femme de ménage" de Hassan II, comme il se définissait lui-même, ne franchira jamais le pas. Il mourra avec ses secrets. ■

MOULAY HICHAM
L'actionnaire impossible

En 2000, Aboubakr Jamaï se rend au Kosovo pour brosser un portrait du "prince rouge" en mission pour l'ONU. Quelques mois plus tard, Moulay Hicham signe une tribune dans *Le Monde diplomatique* où il appelle à la création d'un conseil de famille afin de moderniser l'institution monarchique. Sa thèse est décortiquée et décryptée par *Le Journal* qui lui ouvre ses colonnes. L'hebdomadaire couvre régulièrement l'actualité du cousin de Mohammed VI, rythmée par ses déboires avec les sécuritaires. **Moulay Hicham rencontre régulièrement les responsables du *Journal* dans les locaux de l'hebdomadaire, dans sa villa rbatie ou lors de dîners chez Fadel Iraki.** En 2004, alors que la crise financière du *Journal* atteint son paroxysme, le prince propose de rejoindre le tour de table de la société éditrice. Les négociations capotent à Genève, dans le cabinet d'avocats mandaté par le prince. Les protagonistes ne s'entendent pas sur le prix et encore moins sur le montage juridique : Moulay Hicham veut bien devenir actionnaire mais incognito. Ça sera non. En 2006, le prince rouge tend encore la main à Aboubakr Jamaï, lui proposant de payer l'amende de 3 millions de dirhams consécutive au procès Moniquet. Il essuie un nouveau refus. ■

DR

Censure. Aboubakr Jamaï entame une grève de la faim suite à l'interdiction du *Journal* en décembre 2000.

LE CHOUCHOU DE LA GÉNÉRATION MOHAMMED VI DEVIENT LEUR PIRE CAUCHEMAR EN SE TRANSFORMANT EN PORTE-VOIX DES RÉFRACTAIRES.

Renaissance. ***Le Journal*** **devient** ***Le Journal hebdomadaire*** **et adopte un ton plus acerbe.**

mate était furieux à cause de la censure de l'interview de Mohamed Abdelaziz. Gabriel jugeait qu'elle tombait comme un cheveu dans la soupe alors que Mohammed VI avait accepté l'option de l'autonomie. Quelques mois plus tard, le Maroc enterre officiellement l'idée d'un référendum pour s'engouffrer dans une "troisième voie", concrétisée depuis par la proposition d'autonomie des provinces du Sud.

Cette première escarmouche avec l'Etat n'affecte pas la vie comptable de l'entreprise. Bien au contraire. Les annonceurs attendent avec impatience la réimpression du *Journal*, qui ressort avec une page blanche en Une, en signe de protestation, mais avec plus de pubs que jamais. L'hebdo a désormais sa médaille, une interdiction en bonne et due forme, qui dope sa notoriété et ses ventes. Mais les nuages s'amoncellent à l'horizon. Les contacts avec les proches de Mohammed VI, qui occupent désormais des fonctions officielles, se font de plus en plus rares. Le "printemps marocain" est fini et l'hiver s'annonce précoce : *"Lors du dernier dîner où se sont croisés Fouad Ali El Himma et les actionnaires du* Journal, *on sentait que les rapports n'étaient plus ce qu'ils étaient"*, confie un témoin de la rencontre. Les premiers signes du désamour entre *Le Journal* et le Pouvoir sont déjà flagrants quand un coup de massue frappe à nouveau la publication.

Le Journal est mort, vive *Le Journal hebdomadaire* !

Le 2 décembre 2000, une nuit pluvieuse de ramadan, pas de *Journal* chez les terrassiers. Quelques heures plus tôt, un communiqué de la MAP est tombé : le Premier ministre Abderrahmane Youssoufi a interdit l'hebdomadaire. Une semaine avant, *Le Journal* a publié un document inédit prouvant l'implication du parti de Youssoufi dans le putsch militaire d'Oufkir en 1972. En plus d'être interdit, il doit faire face à une campagne médiatique sans précédent. *Libération*, l'organe de presse de l'USFP, se fend d'un article en Une sur six colonnes, rien de moins, pour descendre en flammes l'hebdomadaire. Le titre parle de lui-même : *"Pour en finir avec une escroquerie nommée* Le Journal*"*. 2M, quant à elle, organise une émission spéciale pour décrédibiliser l'hebdomadaire. En réaction à l'interdiction, les actionnaires du *Journal* font la tournée des plateaux de télévision et des rédactions parisiennes pour faire valoir leur droit à reparaître. *"Il fallait réagir en conséquence car, en face, ils avaient sorti la Grosse Bertha"*, confie Jamaï, qui entame une grève de la faim pour pouvoir ressusciter sa publication. En bon communicateur qu'il est devenu, il choisit bien sa tribune pour annoncer la nouvelle : le congrès de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) qui se tient à Casablanca.

Après 40 jours d'interdiction, *Le Journal* reparaît sous un autre nom : *Le Journal hebdomadaire*. Tout le monde continue à l'appeler *Le Journal*, comme avant, mais le changement de ton est clair. L'heure est à la guerre. Sur les 8 premiers numéros, cinq sont consacrés à l'USFP, la formation de Youssoufi. *Le Journal* a clairement pris le maquis et affiche un ton revanchard.

L'hebdomadaire publie ainsi les bonnes feuilles du livre de Jean-Pierre Tuquoi, *Le dernier roi*, interdit au Maroc. Le chouchou de la génération Mohammed VI devient leur pire cauchemar en se transformant en porte-voix des "réfractaires". Hicham Mandari, Ali Lmrabet, Moulay Hicham, Nadia Yassine et le PJD deviennent des sujets récurrents. Galonnés de l'armée, puissants de l'économie, hauts commis de l'Etat, tout le monde en prend pour son grade.

Les dossiers du *Journal* sont souvent percutants, fruits d'enquêtes approfondies ou d'analyses pointues. Ce travail d'investigation renforce la notoriété de la publication, qui devient incontournable pour les médias internationaux s'intéressant au Maroc. Aboubakr Jamaï est désormais abonné des plateaux télé à l'étranger, quitte à survendre, parfois, son image de héraut du 4ème pouvoir : *"Invité d'une émission, il a appelé la rédaction pour qu'elle change la Une prévue. Il voulait qu'on traite de Mohammed VI afin de coller sa photo sur la couverture du Journal. Il voulait la montrer à l'antenne pour bien marquer les esprits"*, confie un ancien de l'hebdomadaire.

En panne sèche

L'hebdomadaire est désormais en conflit ouvert avec l'establishment politique et économique, mais n'a plus le nerf de la guerre pour soutenir ses positions. L'interdiction par Youssoufi a entraîné un boycott publicitaire des sociétés publiques et des grandes entreprises privées : *"Nous avons perdu 80% de nos recettes publicitaires, les autorités ont tout fait pour acculer* Le Journal *à l'asphyxie"*, s'indigne Jamaï. *"Nous étions désormais considérés comme un journal à problèmes pour les annonceurs"*, ajoute un ancien commercial du *Journal*.

Sans entrée d'argent frais, le canard commence

à tirer le diable par la queue car, à l'image de la cigale de la fable, il a trop flambé pendant sa période de faste. A l'arrêté des comptes en 2000, Media Trust traîne déjà un déficit de plusieurs millions de dirhams, malgré un chiffre d'affaires de 25 millions (un joli score à l'époque). Les dettes se sont accumulées auprès des fournisseurs, de l'Etat et des banques. Et comme un malheur n'arrive jamais seul, l'hebdomadaire est mis à l'amende, condamné à verser 800 000 dirhams à Mohammed Benaïssa qui a gagné son procès en diffamation. Suite à ce jugement, les biens de Media Trust font l'objet d'une saisie en 2002. Les ordinateurs, les meubles et les bureaux de la société sont vendus aux enchères. Rachetés par Fadel Iraki, ils ne quitteront jamais les locaux du *Journal*.

Les actionnaires trouvent une parade pour permettre la survie de l'hebdomadaire. Une nouvelle société, Tri-Media, est créée en 2002 afin de pouvoir émettre des factures et encaisser les chèques pour le compte du *Journal*. Criblée de dettes, la société éditrice, Media Trust, est quant à elle mise en stand-by.

Fini le faste, l'heure est aux économies. *Le Journal* abandonne l'impression en France pour se rabattre sur les rotatives de *Maroc Soir*. Il est aussi contraint de lâcher ses plateaux de bureaux pour des locaux plus modestes. Les arriérés et les pénalités de retard s'accumulent et *Le Journal* n'arrive plus à honorer ses engagements. L'hebdomadaire paye le prix d'une gestion chaotique, qui lui vaut d'être comparé à une république bananière ou à une société offshore par certains journalistes de la rédaction : *"C'était une blague entre nous. On savait pertinemment que la société ne payait ni ses impôts ni ses cotisations, et que la comptabilité n'était pas claire"*, témoigne un ancien de la maison. Endettement colossal, trésorerie exsangue qui interdit notamment le paiement des impôts et de la sécurité sociale ? En tout cas, cela n'empêchera pas l'hebdomadaire de passer au format magazine en juin 2004, triplant par là ses frais d'impression. *"La gestion du* Journal *témoignait pour le moins d'une mauvaise hiérarchisation des priorités"*, poursuit notre source. Et de fait, le trou financier, déjà conséquent, devient abyssal.

Cherche repreneur désespérément

"On savait que la seule issue était de vendre Le Journal. *J'étais prêt à le vendre à n'importe qui, même à la DST. Il leur suffisait de remplir trois conditions : annoncer officiellement que la DST rachetait Le Journal, préserver les emplois et payer les dettes de Media Trust"*, déclare Jamaï. Ce n'est pas la DST, mais Moulay Hicham qui propose d'intégrer le tour de table de l'hebdomadaire en 2003. La transaction capote car le cousin de Mohammed VI exige que sa participation ne soit pas rendue publique, chose que refusent les actionnaires du *Journal*.

En 2006, un nouveau repreneur se présente, en l'occurrence Mohamed Bensaleh, le boss de Holmarcom. Il charge Hassan Alaoui, patron d'*Economie & Entreprises*, de mener les négociations pour lui. Mais encore une fois, le deal ne se fait pas. Ironie du sort, les tractations ont lieu au moment même où *Le Journal* vit un nouveau procès retentissant qui plombe davantage l'hebdomadaire. Il est condamné à payer 3 millions de dirhams de dommages et intérêts à Claude Moniquet, directeur de l'Esisc (Centre européen de recherche, d'analyse et de conseil en matière stratégique), pour avoir douté de son rapport sur le Polisario : n'était-il pas "téléguidé" par Rabat ?

Cela va de mal en pis. Les ventes sont en baisse, les dettes s'accumulent, mais *le journal* trouve le moyen de changer plusieurs fois de maquettes, payées rubis sur l'ongle. En pure perte. L'entreprise est dans le couloir de la mort et n'attend plus que son exécution. Pour retarder la sentence, Aboubakr Jamaï annonce, lors d'une conférence en 2007, qu'il *"se retire du journalisme"* afin de sauver la publication. Il s'exile aux Etats-Unis avant d'être rappelé par Fadel Iraki moins d'une année plus tard. Ali Amar, qui a assuré un intérim peu convaincant, est remercié par Iraki. Et Jamaï de reprendre logiquement les rênes d'un hebdomadaire agonisant. *"Je ne compte pas m'impliquer au* Journal *pour ne pas le mettre en danger. Je serai simple chroniqueur"*, nous déclarait-il au printemps 2009, juste après son retour au Maroc. Il n'en fera rien puisqu'il reprend très vite sa plume pour signer des éditos de plus en plus cinglants. Aboubakr est de nouveau l'homme qu'il faut faire taire. Le bâillon est déjà sous le coude. L'Etat sort à point nommé les arriérés financiers du *Journal*... ■

AIC PRESS

Dérapage. Les autorités ont orchestré les manifestations contre *Le Journal*, en l'accusant d'avoir publié les caricatures du prophète.

Opposition. Fort de son impact public, *Le Journal hebdomadaire* enchaînera les couv' chocs.

AIC PRESS

CARNET

Décédé à 81 ans, Azeddine Laraki a eu une vie bien remplie. Dirigeant de l'Istiqlal, ministre puis Premier ministre, il est à lui seul le symbole d'une époque lointaine, mais décisive dans l'évolution du pays.

AZEDDINE LARAKI

L'arabisation, c'est lui !

Qui ne connaît pas Azeddine Laraki ? L'ex-Premier ministre, décédé lundi 1er février 2009, fait partie de cette race d'hommes politiques éternels ou presque. *"La simple évocation de son nom ou de celui de Karim Lamrani par exemple renvoie à une époque aujourd'hui révolue,* explique un politologue casablancais. *Ce sont des noms qui évoquent, pêle-mêle, autorité, pouvoir et arbitraire"*, conclut notre politologue. Selon la littérature officielle, l'homme que plusieurs hauts responsables ont enterré mardi au cimetière Achouhada à Rabat est un patriote qui a servi son pays avec abnégation, l'un des tout premiers professeurs de médecine du royaume et *"un serviteur dévoué du trône"*, comme le précise le message de condoléances royal. Mais dans l'esprit de beaucoup, Azeddine Laraki reste d'abord (et avant tout) l'artisan de l'arabisation, très controversée, de l'enseignement au Maroc. Un homme de poigne, très proche de Hassan II, et qui laisse rarement indifférent ... même après sa mort.

Istiqlal connection

Azeddine Laraki, c'est aussi l'un des plus vieux leaders de l'Istiqlal. Un parti auquel il a adhéré très jeune (12 ans), mais duquel il s'est progressivement éloigné, lui préférant le faste du pouvoir. Natif de Fès en 1929, le jeune Azeddine Laraki fait ses études secondaires au prestigieux lycée Moulay Driss. Il y coordonne les structures estudiantines du parti. En 1957, il rentre au pays après des études de médecine à Paris. Mais au lieu d'enfiler sa blouse blanche et d'enchaîner les consultations, il se retrouve, un an plus tard, à la tête du cabinet de Haj Omar Benabdljalil, ministre istiqlalien de l'Enseignement. "*En fait*, raconte ce témoin, *Laraki a été le véritable ministre de l'Enseignement puisque Haj Omar Benabdeljalil était très malade. D'ailleurs*, se remémore notre témoin, *la première décision qu'a prise Laraki a été d'interdire aux services du ministère de transmettre la moindre information aux journaux de l'époque, notamment à Al Alam, pourtant organe du parti de l'Istiqlal*". Cette première expérience gouvernementale sera décisive dans le parcours du Docteur Laraki. Ce dernier gagne en assurance, gravit les échelons partisans et intègre le comité exécutif de l'Istiqlal en 1965. Il ne le quittera qu'en 1982. "*La relation entre Laraki et le parti n'a pas toujours été facile*, confie un ex-militant de l'Istiqlal. *Les archives d'Al Alam contiennent encore des articles incendiaires qui attaquaient Laraki, quand il était Premier ministre. En fait, l'Istiqlal ne lui a jamais pardonné d'avoir pris ses distances avec le parti pour se rapprocher du Palais*".

A mort la philo !

En 1967, Azeddine Laraki obtient son agrégation en médecine et devient, à partir du début des années 1970, l'un des tout premiers professeurs de médecine du royaume aux côtés des professeurs Mesouak, Benomar et Berbich. Mais le véritable tournant de sa carrière aura lieu en octobre 1977. L'homme revient au ministère de l'Enseignement, mais cette fois pour le diriger officiellement. Le pays est alors en pleine ébullition. Les lycées et les universités sont sous le contrôle d'une gauche rêveuse et révolutionnaire. Sur les campus, on lit Marx, Descartes et Averroès. Et cela ne plaît visiblement pas en haut lieu. Le nouveau ministre se lance alors dans ce qui ressemble, à titre posthume aujourd'hui, à l'œuvre de sa vie : arabiser le système d'enseignement et combattre la philosophie, accusée de nourrir la pensée critique de marxistes athées et subversifs. Dans l'esprit du ministre et de ses collaborateurs ultra conservateurs, l'équation est assez simple : le français est responsable de l'aliénation et l'acculturation des élites. Il faut donc revenir à la situation d'avant le protectorat, en arabisant l'Etat et les institutions. A partir de là, à l'école et jusqu'au baccalauréat, toutes les matières, même scientifiques, sont enseignées en arabe. Mais le système, encore fragile, ne suit pas. Le ministère manque de moyens, de cadres et de vision. L'arabisation est un échec total. Des générations entières de Marocains en payent le prix. Mais Laraki est-il le seul responsable de cette politique catastrophe ? "*Le parti de l'Istiqlal applaudissait des deux mains. L'arabisation comme outil de modernisation et d'indépendance culturelle est une évidence au sein du parti*", relève un cadre en interne. Une anecdote, rapportée par l'historien Pierre Vermeren, renseigne cependant sur le cynisme de Azeddine Laraki. En rentrant d'une mission officielle à l'étranger, il dit à l'un de ses conseillers à propos de la polémique soulevée par l'arabisation de l'enseignement : "*Et si on leur mettait (aux étudiants) un peu de berbère pour les embrouiller un peu plus*". Sur le front de la philosophie, Azeddine Laraki et ses proches collaborateurs se lancent dans une lutte sans merci contre les manuels jugés subversifs ou contraires à la religion. Un ancien professeur, qui avait à l'époque tenté d'intégrer des éléments de la pensée islamique dans les cours de philo, témoigne : "*Laraki m'avait expliqué sèchement que c'est la pensée islamique qui devait contenir la philosophie, et non l'inverse*". En octobre 1981, une note ministérielle remplace officiellement les cours de philosophie par une filière bâtarde : les études islamiques. Une page est tournée. "*Toutes ces initiatives étaient bien accueillies par le Palais et les sécuritaires de l'époque, qui voulaient à tout prix contrer les gauchistes*", insiste un militant associatif.

L'ISTIQLAL N'A JAMAIS PARDONNÉ À AZEDDINE LARAKI D'AVOIR PRIS SES DISTANCES AVEC LE PARTI POUR SE RAPPROCHER DU PALAIS.

BIO EXPRESS

1929. Naissance à Fès
1942. Intègre le parti de l'Istiqlal
1957. Obtient son doctorat en médecine à Paris
1958. Dirige le cabinet du ministre de l'Enseignement
1977. Devient ministre de l'Enseignement
1986. Nommé Premier ministre par Hassan II
1996. Élu à la tête de l'Organisation de la conférence islamique (OCI)
2010. Décède à Rabat à l'âge de 81 ans

TNIOUNI

Adieu Istiqlal, adieu tout

En 1986, le dévouement de Laraki est récompensé par le roi Hassan II qui le nomme Premier ministre... sans étiquette politique. Les cadres de l'Istiqlal le prennent comme une traîtrise et attaquent violemment son gouvernement. En 1989, Azeddine Laraki a même dû faire face à une motion de censure présentée par l'opposition de l'époque. Mais l'homme tient bon. "*Il a été un Premier ministre assez effacé. Il a géré le quotidien et exécuté les consignes de Hassan II sans broncher*", relève un journaliste qui l'a fréquenté à cette période. En décembre 1990, de violentes émeutes éclatent à Fès. Elles sont réprimées dans le sang, mais le Premier ministre est aux abonnés absents. En 1992, Laraki quitte la primature mais pas la vie publique. Il est nommé président du conseil d'administration de l'Université Al Akhawayn d'Ifrane puis de la prestigieuse (mais néanmoins inutile) Organisation de la conférence islamique en 1996. Remplacé par un autre Marocain (Abdelilah Belqziz) en 2001, on reconnaît à Laraki d'avoir assaini les comptes de l'Organisation et d'avoir cassé le monopole qu'avaient certaines nationalités sur ses postes-clés. Sous Mohammed VI, Laraki a choisi de rester dans l'ombre, n'apparaissant qu'à de rares occasions publiques et ne se prononçant sur aucun débat politique. ■

DRISS BENNANI